



ERRATUM

**COMMISSION PARITAIRE DES
ENTREPRISES DE GARAGE**

n° 112

**CCT n° 67852
du 8 juillet 2003**

Correction du texte français:

- l'article 5, § 6, les termes « *qui ont un contrat de travail à durée déterminée, ou un contrat de travail déterminé* » sont remplacés par « *qui ont un contrat de travail à durée déterminée, ou un contrat pour un travail (nettement) défini* ».

Décision du 22 février 2005

ERRATUM

**PARITAIR COMITE VOOR HET
GARAGEBEDRIJF**

nr 112

**CAO nr 67852
van 8 juli 2003**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- in artikel 5, § 6 , worden de woorden « *qui ont un contrat de travail à durée déterminée, ou un contrat de travail déterminé* » vervangen door « *qui ont un contrat de travail à durée déterminée, ou un contrat pour un travail (nettement) défini* ».

Beslissing van 22 februari 2005

COMMISSION PARITAIRE DES ENTREPRISES DE GARAGE

Convention collective de travail du 8 juillet 2003.

PRIME DE FIN D'ANNEE

En exécution de l'article 18 de l'accord national 2003-2004 du 14 mai 2003.

CHAPITRE Ier. - Champ d'application.

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et ouvrières des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire des entreprises de garage.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par "ouvriers": les ouvriers ou les ouvrières.

CHAPITRE II. - Modalités d'application.

Art. 2.

Sans préjudice des situations plus favorables existant dans les entreprises, une prime de fin d'année est octroyée par les employeurs aux ouvriers visés à l'article 1er.

Art. 3.

§1. Cette prime de fin d'année, calculée sur la base du salaire horaire en vigueur le 1er décembre de l'année de paiement, est calculée selon la formule suivante:

$$\text{salaire horaire précité} \times \text{durée hebdomadaire du travail sur la base du régime de paiement} \times 52 : 12$$

2. Si un ouvrier passe à un autre régime de travail durant la période de référence, le calcul de la prime de fin d'année doit se faire sur base de la moyenne de la durée de travail annuelle.

Art. 4.

La période de référence pour le calcul de la prime de fin d'année s'étend du 1er décembre de l'année qui précède jusqu'au 30 novembre de l'année en cours.

NEERLEGGING-DÉPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	
23-07-2003	03-10-2003	NR. N°
		67852 / 10/2003

Art. 5.

Dans les cas définis au § 1 à § 8 inclus, les ouvriers ont droit à une partie de la prime, égale à un douzième par mois de travail dans la période de référence, et pour laquelle tout mois commencé est considéré comme un mois presté complet.

- § 1. Les ouvriers qui sont occupés depuis trois mois au moins dans l'entreprise, mais qui ne comptent pas une année d'ancienneté au 30 novembre de la période de référence.
- § 2. Les ouvriers pensionnés et prépensionnés et les ouvriers qui sont licenciés au cours de la période de référence, pour toute autre raison que la faute grave, et même lorsqu'ils donnent un contre-préavis pendant la durée de leur préavis, bénéficient, au moment où ils quittent l'entreprise, de la prime au prorata des prestations fournies au cours de ladite période de référence.

La même règle est d'application pour les ayants droit des ouvriers décédés au cours de la période de référence.

- § 3. Les ouvriers qui quittent volontairement l'entreprise, alors qu'ils se trouvent en période de chômage temporaire, en application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, bénéficient de la prime au prorata des prestations fournies au cours de la période de référence.
- § 4. Les travailleurs à temps partiel avec maintien de droits qui mettent eux-mêmes fin à leur contrat de travail pour occuper un emploi comportant un nombre d'heures de travail supérieur, ont droit à la prime de fin d'année au prorata des prestations effectuées durant la période de référence.
- § 5. Les ouvriers dont le contrat de travail prend fin pour des raisons de force majeure, bénéficient, au moment où ils quittent l'entreprise, de la prime au prorata des prestations fournies au cours de l'année concernée.
- § 6. Les ouvriers qui ont un contrat de travail à durée déterminée, ou un ~~contrat de travail~~ déterminé, ou encore un contrat de remplacement, de 3 mois au moins, ont droit à la prime de fin d'année au prorata des prestations fournies. Ils touchent cette prime de fin d'année au moment où ils quittent l'entreprise. La période normale de référence ne s'applique pas à ces cas. Lorsque ce contrat dépasse un an, une prime de fin d'année est payée par année sur base des prestations fournies au cours de l'année considérée, le dernier décompte ayant lieu au moment où l'ouvrier quitte l'entreprise.
- § 7. Lorsqu'il est mis fin à un contrat de travail moyennant accord réciproque et que l'accord écrit ne prévoit pas de clause sur la prime de fin d'année, la prime de fin d'année est due au prorata.
- § 8. Dans les cas susmentionnés, la prime est calculée sur base du salaire horaire normalement payé au moment du départ.

(notamment défini)

Art. 6.

Les ouvriers qui quittent volontairement l'entreprise au cours de la période de référence perdent le droit à la prime, à l'exception des cas prévus par l'article 5, si le préavis se termine avant le 30 novembre.

Art. 7.

Pour le paiement de la prime, la suspension du contrat de travail pour cause de congé de maternité et d'accouchement est assimilée à des prestations effectives.

Art. 8.

Pour le paiement de la prime, tous les cas de suspension du contrat de travail sont assimilés, sauf:

- § 1. En cas de suspension du contrat de travail pour cause de service militaire, la prime est payée à concurrence du temps de travail effectivement **presté** dans la période de référence;
- § 2. En cas de suspension du contrat de travail pour accident ou maladie ordinaire, l'assimilation est limitée à un maximum de 30 jours calendrier par période de référence.
- § 3. En cas de suspension du contrat de travail pour chômage temporaire, en application de l'article 51 de la Loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, l'assimilation est limitée à un maximum de 150 jours dans la période de référence.
- § 4. En cas de suspension du contrat de travail par suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle, l'assimilation est limitée aux douze premiers mois d'incapacité ininterrompue.

Pour chaque jour de suspension du contrat de travail qui n'est pas assimilé, le montant de la prime est diminué de 1/260e.

Art. 9.

La prime de fin d'année est payée au plus tard le 20 décembre.

CHAPITRE III. - Dispositions finales.

Art. 10.

La présente convention collective de travail remplace celle du 4 juillet 2001, conclue au sein de la Commission paritaire des entreprises de garage, enregistrée sous le numéro 60.022/CO/112.

CHAPITRE IV. - Durée de la convention.

Art. 11.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} décembre 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties contractantes moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire des entreprises de garage et aux organisations représentées au sein de cette commission paritaire.

Ce préavis ne peut prendre cours qu'à partir du 1^{er} décembre 2005.

[Handwritten mark]

PARITAIR COMITÉ VOOR HET GARAGEBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juli 2003.

EINDEJAARSPREMIE

In uitvoering van artikel 18 van het nationaal akkoord 2003-2004 van 14 mei 2003.

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied.

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het garagebedrijf.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt onder "werklieden" verstaan: de werklieden of de werksters.

HOOFDSTUK II.- Toepassingsmodaliteiten.

Art. 2.

Onverminderd de in de ondernemingen bestaande voordeliger toestanden, wordt een eindejaarspremie door de werkgevers toegekend aan de in artikel 1 bedoelde werklieden.

Art. 3.

§1. Deze eindejaarspremie, berekend op basis van het op 1 december van het jaar van betaling van kracht zijnde uurloon, wordt berekend volgens volgende formule:

bovengenoemd uurloon x wekelijkse arbeidsduur op basis van het betaalregime x 52 : 12.

2. Indien een werkman tijdens de referteperiode overstapt naar een ander arbeidstijdstelsel, moet de berekening van de eindejaarspremie gebeuren op basis van de het gemiddelde van de jaarlijkse arbeidsduur.

Art. 4.

De referteperiode voor de berekening van de eindejaarspremie vangt aan op 1 december van het voorgaande jaar en eindigt op 30 november van het lopende jaar.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	
23-07-2003	fi 3 -10-2003	N°	67852 101000



Art. 5.

In de gevallen, zoals bepaald in § 1 tot en met § 8, hebben de werklieden recht op een gedeelte van de premie gelijk aan een twaalfde per maand tewerkstelling in de referteperiode, waarbij elke begonnen maand wordt beschouwd als een volledig gepresteerde maand.

- § 1. De werklieden die sedert ten minste drie maanden in de onderneming tewerkgesteld zijn, maar die geen jaar anciënniteit tellen op 30 november van de referteperiode.
- § 2. De gepensioneerde en bruggepensioneerde werklieden en de werklieden die ontslagen worden in de loop van de referteperiode, om gelijk welke andere reden dan de dringende reden, en zelfs wanneer zij gedurende hun opzeg een tegenopzeg geven, genieten, op het ogenblik dat zij de onderneming verlaten, de premie naar rata van de geleverde prestaties gedurende de referteperiode.

Dezelfde regel geldt voor rechthebbenden van de in de loop van de referteperiode overleden werklieden.

- § 3. De werklieden die vrijwillig de onderneming verlaten terwijl zij zich in een periode van tijdelijke werkloosheid bevinden in toepassing van artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten, genieten de premie naar rata van de geleverde prestaties in de referteperiode.
- § 4. Deeltijdse werknemers met behoud van rechten die zelf hun arbeidsovereenkomst beëindigen om een job met meer uren te krijgen hebben recht op hun eindejaarspremie pro rata temporis.
- § 5. De werklieden waarvan het contract beëindigd wordt wegens redenen van overmacht, genieten op het ogenblik dat zij de onderneming verlaten, de premie naar rata van de geleverde prestaties gedurende de referteperiode.
- § 6. De werklieden met een contract van bepaalde duur, of voor een bepaald werk, of een vervangingsovereenkomst, van minstens 3 maanden hebben recht op een eindejaarspremie naar rata van de geleverde prestaties. Zij genieten deze eindejaarspremie op het ogenblik dat zij de onderneming verlaten. Voor deze gevallen geldt de normale referteperiode niet. Wanneer het een contract van meer dan een jaar betreft, wordt per jaar een eindejaarspremie betaald, op basis van de dat jaar geleverde prestaties en waarbij de laatste afrekening ten laatste gebeurt op het ogenblik van het verlaten van de onderneming.
- § 7. Wanneer een arbeidsovereenkomst wordt beëindigd in onderlinge toestemming en het schriftelijk akkoord geen clause omtrent de eindejaarspremie bevat, dan is deze eindejaarspremie pro rata verschuldigd.
- § 8. In bovengenoemde gevallen wordt de premie berekend op basis van het uurloon dat normaal betaald wordt op het ogenblik van het vertrek.

Art. 6.

De werkiieden die vrijwillig de onderneming verlaten in de loop van de referteperiode, verliezen het recht op de premie, met uitzondering van de gevallen voorzien bij artikel 5, indien de opzeggingstermijn verstrijkt vóór 30 november.

Art. 7.

Voor de betaling van de premie worden de schorsingen van de arbeidsovereenkomst wegens zwangerschaps- en bevallingsrust **gelijkgesteld** met effectieve prestaties.

Art. 8.

Voor de betaling van de premie zijn alle gevallen van schorsing van de arbeidsovereenkomst gelijkgesteld, behoudens:

- § 1. In geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst om reden van militaire dienst, wordt de premie betaald naar rata van de effectief gepresteerde werktijd in de referteperiode.
- § 2. In geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst wegens ongeval of gewone ziekte, wordt de gelijkstelling begrensd tot maximum 30 kalenderdagen per referteperiode.
- § 3. In geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst wegens tijdelijke werkloosheid in toepassing van artikel 51 van de Wet van 3 juli 1978 op de arbeidsovereenkomsten wordt de gelijkstelling begrensd tot maximum 150 dagen per referteperiode.
- § 4. In geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst wegens arbeidsongeval of beroepsziekte, wordt de gelijkstelling begrensd tot de eerste twaalf maanden van de ononderbroken ongeschiktheid.

Voor elke dag van schorsing van de arbeidsovereenkomst die niet is gelijkgesteld, wordt het bedrag van de eindejaarspremie met 1/260e verminderd.

Art. 9.

De eindejaarspremie wordt ten laatste op 20 december uitbetaald.

HOOFDSTUK III. - Slotbepalingen.

Art. 10.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 4 juli 2001, gesloten in het Paritair Comité voor het garagebedrijf, geregistreerd onder het nummer 60.022/CO/112.

HOOFDSTUK IV. - Duur van de overeenkomst.

Art. 11.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 december 2003 en wordt gesloten voor een onbepaalde tijd.

Zij kan door elk van de contracterende partijen worden opgezegd, mits een opzegging van zes maanden betekend met een ter post aangetekende brief aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het garagebedrijf en aan de in dat paritair comité vertegenwoordigde organisaties.

Deze opzegging kan slechts ingaan ten vroegste vanaf 1 december 2005.